

TABLE DES MATIERES

	Folio
Mots-clés	V
Table des matières	VII
Table chronologique	XI
DROIT ECONOMIQUE	
CODE DE DROIT ECONOMIQUE	
Code de droit économique (L. 28.II.2013, M.B. 29.III.2013, éd. 1re) (<i>avec table des matières</i>)	3
CODE DES SOCIETES ET DES ASSOCIATIONS	
Code des sociétés et des associations (L. 23.III.2019, M.B. 4.IV.2019) (<i>avec table des matières</i>)	655
Loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses (M.B. 4.IV.2019) (Extrait: Chapitre IV: Dispositions abrogatoires - Dispositions transitoires - Entrée en vigueur - Attribution de compétences)	933
Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations (M.B. 30.IV.2019, éd. 2) (<i>avec table des matières</i>)	941
LOIS SPECIALES	
COMPTABILITE	
Loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007 (M.B. 24.V.2007, err. M.B. 10.VII.2007)	1045
• Code de droit économique (L. 28.II.2013, M.B. 29.III.2013, éd. 1re) (Livre III, Titre 3, Chapitre 2 – Comptabilité des entreprises) (<i>Voy., pour le texte intégral, CLC 1B, Droit économique, v° "Code de droit économique"</i>)	
Loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises (M.B. 13.XII.2016, éd. 2) (Extrait: Titre Ier, II, III et X)	1051
Arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du Code de droit économique (M.B. 29.X.2018, err. M.B. 22.XI.2018)	1079
CONSEIL D'ENTREPRISE	
Loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (M.B. 27-28.IX.1948)	1093
Arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises (M.B. 28.XI.1973)	1103
• Code de droit économique (L. 28.II.2013, M.B. 29.III.2013, éd. 1re) (Livre XIII - Concertation) (<i>Voy., pour le texte intégral, CLC 1B, Droit économique, v° "Code de droit économique"</i>)	
CREDIT ET SURETES	
Loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'endossement de la facture, ainsi que l'agrégation et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation (M.B. 21.XI.1919) (Extrait: art. 13-16)	1109
Loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers (M.B. 1.II.2005, éd. 2) (Extrait: art. 1er-17)	1111

	Folio
• Code de droit économique (L. 28.II.2013, M.B. 29.III.2013, éd. 1re) (Livre VII – Services de paiement et de crédit et Livre XIX – Dettes du consommateur) (<i>Voy., pour le texte intégral, CLC 1B, Droit économique, v° "Code de droit économique"</i>)	
Loi du 21 décembre 2013 relative à diverses dispositions concernant le financement des petites et moyennes entreprises (M.B. 31.XII.2013, éd. 2)	1119
Loi du 28 novembre 2021 portant organisation d'un Registre des crédits aux entreprises (M.B. 7.XII.2021)	1123
DROIT BANCAIRE ET FINANCIER	
Loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (M.B. 4.IX.2002, éd. 2)	1129
Loi du 1er avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition (M.B. 26.IV.2007, éd. 2)	1205
Loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant des dispositions diverses (M.B. 12.VI.2007) (Extrait: art. 1er-29/6 et 59-62)	1223
• Code de droit économique (L. 28.II.2013, M.B. 29.III.2013, éd. 1re) (Livre VII, Titre 3, Chapitre 8 – Accès aux comptes de paiement et service bancaire de base) (<i>Voy., pour le texte intégral, CLC 1B, Droit économique, v° "Code de droit économique"</i>)	
Loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (M.B. 7.V.2014, éd. 2)	1237
Loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement (M.B. 18.XI.2016, éd. 2, err. M.B. 28.XI.2016)	1455
Loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances (M.B. 20.XII.2016, éd. 3) (Extrait: art. 1er-10)	1525
Loi du 11 juillet 2018 relative aux offres au public d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés (M.B. 20.VII.2018, éd. 2) (Extrait: art. 1er-34 et 101-104)	1529
Loi du 22 avril 2019 visant à instaurer un serment et un régime disciplinaire bancaires (Extrait: art. 1er-7)	1541
Loi du 20 juillet 2022 relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant dispositions diverses (M.B. 26.IX.2022) (Extrait: art. 1er-280 et 423-427)	1545
DROIT D'AUTEUR	
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886 , complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914 et révisée à Rome le 2 juin 1928, à Bruxelles le 26 juin 1948, à Stockholm le 14 juillet 1967 et à Paris le 24 juillet 1971 et approuvée par la loi du 25 mars 1999 (M.B. 10.XI.1999, éd. 1re)	1619
Convention universelle sur le droit d'auteur et Protocoles annexes, signés à Genève le 6 septembre 1952 et approuvés par la loi du 20 avril 1960 (M.B. 30.VIII.1960)	1633
Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome le 26 octobre 1961 et approuvée par la loi du 25 mars 1999 (M.B. 10.XI.1999)	1639
• Code de droit économique (L. 28.II.2013, M.B. 29.III.2013, éd. 1re) (Livre XI – Propriété intellectuelle et secrets d'affaires) (<i>Voy., pour le texte intégral, CLC 1B, Droit économique, v° "Code de droit économique"</i>)	

	Folio
ENTREPRISE INDEPENDANTE	
Loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante (M.B. 21.II.1998, err. M.B. 2.XII.1998)	1645
GROUPEMENT EUROPEEN D'INTERET ECONOMIQUE	
Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (J.O.C.E., L. 199 - 31.VII.1985)	1655
• Code des sociétés et des associations (L. 23.III.2019, M.B. 4.IV.2019) (Partie 5, Livre 18 – Le groupement européen d'intérêt économique) (<i>Voy., pour le texte intégral, CLC 1B, Droit économique, v° "Code des sociétés et des associations"</i>)	
LOCATION-FINANCEMENT	
Arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement (M.B. 14.XI.1967)	1661
Arrêté ministériel du 20 septembre 2012 déterminant les conditions d'agrément des entreprises pratiquant la location-financement (M.B. 25.IX.2012)	1663
NOUVELLES TECHNOLOGIES	
<i>Voy. not. Livre XII C.D.E. et le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur</i>	
Loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (M.B. 20.VI.2005, éd. 2)	1665
PRIX	
Loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix (M.B. 24.I.1945, err. M.B. 11.II.1945)	1777
Arrêté ministériel du 20 avril 1993 portant dispositions particulières en matière de prix (M.B. 28.IV.1993)	1783
• Code de droit économique (L. 28.II.2013, M.B. 29.III.2013, éd. 1re) (Livre V – La concurrence et les évolutions de prix) (<i>Voy., pour le texte intégral, CLC 1B, Droit économique, v° "Code de droit économique"</i>)	
PROFESSIONS	
Arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités (M.B. 27.X.1934)	1785
Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (M.B. 22.VIII.1978, err. M.B. 30.VIII.1978) (Extrait: art. 87-107)	1787
Loi-cadre du 3 août 2007 relative aux professions intellectuelles prestataires de services (M.B. 18.IX.2007, éd. 2)	1789
Loi du 26 mars 2010 sur les services concernant certains aspects juridiques visés à l'article 77 de la Constitution (M.B. 30.IV.2010, éd. 2)	1799
• Code de droit économique (L. 28.II.2013, M.B. 29.III.2013, éd. 1re) (Livre III, Titre 1er – Liberté d'établissement et de prestation de service) (<i>Voy., pour le texte intégral, CLC 1B, Droit économique, v° "Code de droit économique"</i>)	
Loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal (M.B. 27.III.2019, éd. 2)	1801

PROTECTION DE LA REMUNERATION

Loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs (M.B. 30.IV.1965)
(Extrait: art. 1er-2 et 27-35) 1827

TITRES AU PORTEUR

Loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur (M.B. 23.XII.2005, éd. 1re, err. M.B.
6.II.2006, éd. 1re) 1831